

Agence France Locale - Société Territoriale
Comptes consolidés semestriels (Norme IFRS)

BILAN CONSOLIDE

Actif au 30 juin 2016

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Caisses, banques centrales	3	999	
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat			
Instruments dérivés de couverture	1	22 750	2 390
Actifs financiers disponibles à la vente	2	729 768	459 037
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	121 645	47 206
Prêts et créances sur la clientèle	4	590 206	383 527
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3 541	17
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants			
Actifs d'impôts différés	5	7 307	7 290
Comptes de régularisation et actifs divers	6	34 556	13 786
Immobilisations incorporelles	7	6 713	7 505
Immobilisations corporelles	7	591	630
Écarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF		1 518 076	921 387

Passif au 30 juin 2016

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Instruments dérivés de couverture	1	42 877	12 025
Dettes envers les établissements de crédits			
Dettes envers la clientèle			
Dettes représentées par un titre	8	1 366 818	840 536
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôts courants			
Passifs d'impôts différés	5		1 234
Comptes de régularisation et passifs divers	9	7 926	2 374
Provisions	10	19	19
Capitaux propres		100 435	65 200
Capitaux propres part du groupe		100 434	65 199
Capital et réserves liées		115 241	77 413
Réserves consolidées		(14 314)	(6 604)
Écart de réévaluation			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(229)	2 099
Résultat de l'exercice (+/-)		(264)	(7 710)
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
TOTAL DU PASSIF		1 518 076	921 387

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	11	8 168	1 177	5 406
Intérêts et charges assimilées	11	(6 041)	(1 329)	(4 911)
Commissions (produits)	12		0,01	0,01
Commissions (charges)	12	(53)	(3)	(24)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	13	(294)	(500)	(94)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	14	3 267	(8)	14
Produits des autres activités		1		17
Charges des autres activités				
		5 049	(664)	408
Charges générales d'exploitation	15	(4 435)	(5 918)	(10 077)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	7	(915)	(535)	(1 226)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		(301)	(7 116)	(10 894)
Coût du risque				
RESULTAT D'EXPLOITATION		(301)	(7 116)	(10 894)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	16			(670)
RESULTAT AVANT IMPÔT		(301)	(7 116)	(11 565)
- Impôt sur les bénéfices	5	37	2 372	3 854
RESULTAT NET		(264)	(4 744)	(7 710)
Participations ne donnant pas le contrôle				
RESULTAT NET PART DU GROUPE		(264)	(4 744)	(7 710)
Résultat net de base par action (en euros)		(0,23)	(6,60)	(10,73)
Résultat dilué par action (en euros)		(0,23)	(6,60)	(10,73)

Résultat net et gains ou pertes latents ou différés comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Résultat net	(264)	(7 710)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(229)	2 099
Gains ou pertes latents ou différés sur titres disponibles à la vente	(229)	2 099
Gains ou pertes latents ou différés sur instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie		
Impôts sur éléments recyclables ultérieurement en résultat		
Éléments non recyclables en résultat	-	(1)
Réévaluation au titre des régimes à prestations définies		(1)
Total des gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres	(229)	2 099
Résultat net et gains ou pertes latents ou différés comptabilisés directement en capitaux propres	(493)	(5 611)

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat de l'exercice	Capitaux propres – part du groupe	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
				Variation de juste valeur des titres disponibles à la vente, nette d'impôt	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt				
<i>En milliers d'euros</i>									
Capitaux propres à l'ouverture	37 286	-	-	-	-	(6 603)	30 683	1	30 684
Augmentation de capital	40 128						40 128		40 128
Elimination des titres auto-détenus									
Affectation du résultat			-6 603			6 603			
Distributions 2015 au titre du résultat 2014									
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	40 128	-	(6 603)	-	-	6 603	40 128	-	40 128
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres				2 101			2 101		2 101
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au compte de résultat				(2)			(2)		(2)
Variations des écarts actuariels sur indemnités de départ en retraite			(1)				(1)		(1)
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(1)	2 099	-	-	2 099	-	2 099
Résultat net au 31 décembre 2015						(7 710)	(7 710)		(7 710)
Sous-total	-	-	(1)	2 099	-	(7 710)	(5 611)	-	(5 611)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle									
Capitaux propres au 31 décembre 2015	77 413	-	(6 604)	2 099	-	(7 710)	65 199	1	65 200
Incidence des changements de méthodes comptables									
Capitaux propres au 1er janvier 2016	77 413	-	(6 604)	2 099	-	(7 710)	65 199	1	65 200
Augmentation de capital	37 828 ⁽¹⁾						37 828		37 828
Elimination des titres auto-détenus									
Affectation du résultat			(7 710)			7 710	-		
Distributions 2015 au titre du résultat 2014									
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	37 828	-	(7 710)	-	-	7 710	37 828	-	37 828
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres				(308) ⁽²⁾			(308)		(308)
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au compte de résultat				(2 020)			(2 020)		(2 020)
Variations des écarts actuariels sur indemnités de départ en retraite									
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	(2 328)	-	-	(2 328)	-	(2 328)
Résultat net au 30 juin 2016						(264)	(264)		(264)
Sous-total	-	-	-	(2 328)	-	(264)	(2 592)	-	(2 592)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle									
Capitaux propres au 30 juin 2016	115 241	-	(14 314)	(229)	-	(264)	100 435	1	100 436

(1) La Société Territoriale a procédé à trois augmentations de capital au cours du premier semestre 2016. La première a été souscrite le 4 mars 2016 pour 20.208k€, la deuxième, le 27 avril 2016 pour 11.158k€, et la troisième le 28 juin 2016 pour 6.463k€.

(2) La variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres sur le premier semestre s'explique principalement par un changement des modalités d'évaluation des titres disponibles à la vente de l'AFL. L'évaluation à la juste valeur retenue pour l'encours de ces titres s'est faite au 30 juin 2016 sur la base d'un prix de transaction offert (Bid) tandis que le portefeuille avait été évalué lors de l'exercice précédent sur la base d'un cours moyen de transaction (Mid). Ces modalités d'estimation de la valeur du portefeuille sont en accord avec les règles de gestion des risques et le suivi de la performance des lignes du portefeuille appliqués par l'Agence.

Tableau de flux de trésorerie

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Résultat avant impôts	(301)	(11 565)
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	915	1 226
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations		105
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(4 759)	470
+/- Produits/(Charges) des activités de financement	1	28
+/- Autres mouvements	630	663
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	(3 212)	2 493
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		0
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(194 988)	(384 336)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	7 622	(5 146)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	256	1 181
- Impôts versés		
= Diminution/Augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(187 111)	(388 301)
= TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	(190 624)	(397 373)
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(268 187)	(424 390)
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(85)	(4 563)
= TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(268 273)	(428 953)
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	37 259	40 128
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	497 075	827 254
= TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	534 334	867 382
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)		
Augmentation/Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	75 438	41 055
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(190 624)	(397 373)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(268 273)	(428 953)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	534 334	867 382
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	47 206	6 151
Caisse, banques centrales (actif & passif)		
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	47 206	6 151
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	122 644	47 206
Caisse, banques centrales (actif & passif)		
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	122 644	47 206
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	75 438	41 055

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

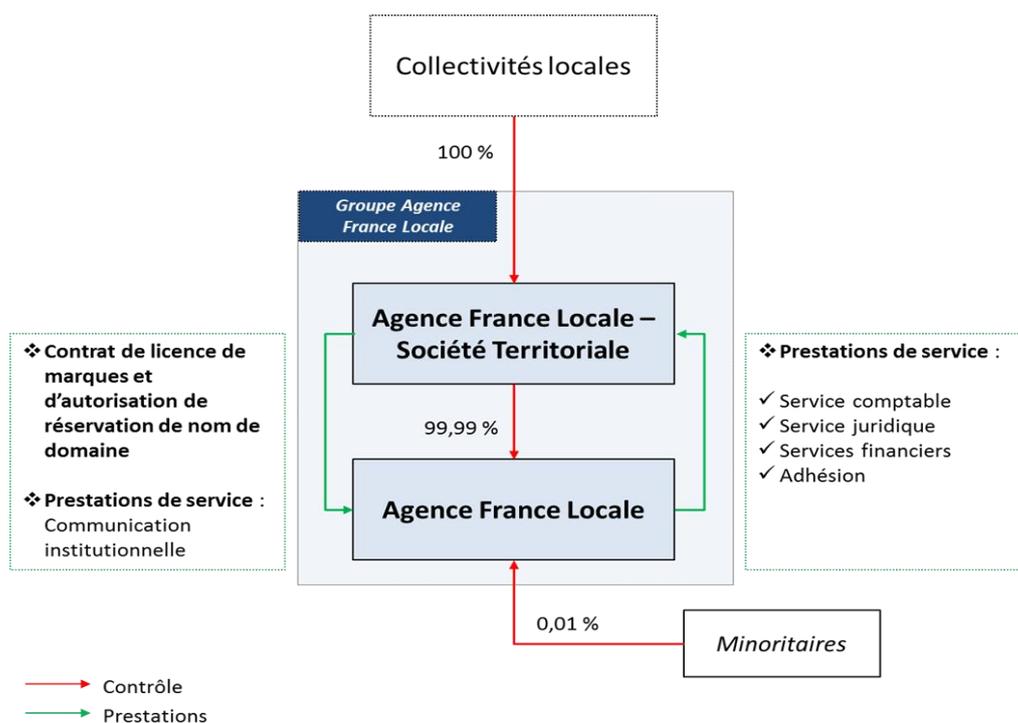
Cadre général

Présentation de l'AFL (« l'Agence »)

L'AFL (« l'Agence ») est la filiale de l'Agence France Locale - Société Territoriale (« AFL ST »).

L'AFL ST est une Société Anonyme à Conseil d'administration, dont l'actionariat est constitué exclusivement de Collectivités qui ont la qualité de Membre du Groupe AFL. L'AFL ST est l'actionnaire majoritaire de l'Agence. L'Agence est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

Le schéma ci-dessous présente la structure du Groupe AFL :



I - Contexte de publication

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été arrêtés par le Directoire en date du 12 septembre 2016.

II - Faits caractéristiques du semestre

L'activité de crédit de l'Agence France locale aux collectivités locales membres s'est élevée à 110,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2016, période traditionnellement peu dynamique en ce qui concerne le recours à l'emprunt des collectivités locales. Il en résulte un encours sur la clientèle au 30 juin 2016 exprimé sous le référentiel comptable français de 580,1 millions d'euros de crédits mis à disposition et de 23,6 millions d'euros d'engagements de financement, soit un total de crédits signés de 603,7 millions d'euros.

L'Agence France Locale a effectué au cours du premier semestre 2016 sa deuxième émission benchmark en euro, d'un montant de 500 millions, d'une durée de 7 ans et portant un coupon de 0,25% correspondant à une marge de 31 points de base contre la courbe des obligations de l'Etat français (Obligations Assimilables du Trésor). Cette émission a été très bien reçue par le marché avec un carnet d'ordre supérieur à 780 millions d'euros et un placement très diversifié tant par catégorie d'investisseurs que géographiquement, comme en atteste le nombre important d'investisseurs français et internationaux.

Au cours du premier semestre 2016, la Société Territoriale a vu son capital s'accroître de 37,8m€ à 115,2m€ à la suite de trois augmentations de capital. La Société Territoriale compte désormais 161 collectivités locales au sein de son capital.

Sur le premier semestre 2016 le PNB généré par l'activité s'établit à 5.049K€ contre -664K€ au 30 juin 2015. Il correspond principalement à une marge d'intérêts de 2.127K€ sur le semestre, des plus-values de cession de titres disponibles à la vente de 3.281K€ et à un résultat net de la comptabilité de couverture négatif de -293K€.

La marge d'intérêt trouve son origine dans quatre éléments: en premier lieu, les revenus liés à la constitution progressive du portefeuille de crédits à hauteur de 2.179K€, une fois retraité de leurs couvertures, en second lieu, les revenus liés à la gestion de la réserve de liquidité, qui dans un environnement de taux d'intérêts ancrés profondément en territoire négatif, sont négatifs pour un montant de -251K€, puis dans les revenus du portefeuille-titre de la société-mère qui s'élèvent à 18k€ et enfin les produits nets d'intérêts sur le refinancement, qui pour les raisons indiquées précédemment, représentent une source de revenus s'élevant à 181k€, une fois pris en compte les revenus de sa couverture.

Les plus-values de cession comptent une plus-value exceptionnelle de 3.146K€ provenant de la cession de titres initialement classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et qui avaient été reclassés en actifs financiers disponibles à la vente après que l'Agence France Locale ait décidé de modifier l'emploi de ses fonds propres en décembre 2015.

Le résultat net de la comptabilité de couverture s'élève à -293K€. Il est constitué de deux éléments. Tout d'abord, la cession de la couverture en taux d'intérêt de titres financiers disponibles à la vente pour 231K€ et en second lieu la somme des écarts de juste valeur des éléments couverts et de leur couverture pour 62K€, dont 39k€ se rapportent aux instruments classés en micro couverture et 23K€ à ceux classés en macro couverture. Ce résultat de la comptabilité de couverture s'explique principalement par la prise en compte par l'Agence France Locale d'une pratique de place conduisant à une asymétrie de valorisation entre les instruments de couverture collatéralisés quotidiennement d'une part, actualisés sur une courbe Eonia, et les éléments couverts d'autre part, actualisés sur une courbe Euribor, conduisant selon les normes IFRS, à constater une inefficacité de couverture qui est enregistrée au compte de résultat. Il est à noter qu'il s'agit cependant d'un résultat latent.

Au 30 juin 2016 les charges générales d'exploitation ont représenté 4.435K€ contre 5.918k€ au 30 juin 2015. Elles comptent pour 2.265K€ de charges de personnel, qui demeurent à un niveau comparable aux 2.136K€ de charges enregistrées au 30 juin 2015. Les charges générales d'exploitation comprennent également les charges administratives, qui sont en forte réduction à 2.223K€ contre 6.744k€ au 30 juin 2015, avant transfert de charges en immobilisations. Cette baisse est principalement le résultat de l'arrivée au terme d'une première étape de la construction et de la mise en place de l'infrastructure des systèmes d'information et du déploiement du portail client, avec pour conséquence une baisse des charges immobilisées qui s'élèvent à 53K€ pour le premier semestre 2016 contre 2.963K€ sur la même période en 2015.

Après dotations aux amortissements pour 915K€ contre 535K€ au 30 juin 2015, le résultat d'exploitation au 30 juin 2016 s'établit à -301K€ à comparer à -7.116K€ réalisés au premier semestre de l'exercice précédent.

Les déficits fiscaux constatés sur la période ont donné lieu à l'activation d'impôts différés actifs ayant entraîné un produit d'impôt de 37K€ contre 2 372K€ au 30 juin 2015.

Le premier semestre de l'exercice 2016 se solde ainsi par un résultat net négatif de -264K€ comparé à -4.744k€ sur la même période lors de l'exercice précédent. Au-delà de la plus-value exceptionnelle engendrée par la cession de titres, cette réduction significative de la perte nette, qui est en ligne avec le scénario central du plan d'affaires, traduit les premiers effets positifs du démarrage de l'activité de crédit de l'Agence France Locale.

Evènements post clôture

Aucun événement majeur susceptible d'avoir une incidence sur les comptes présentés n'est intervenu sur le début du second semestre 2016.

III - Principes et méthodes applicables à l'Agence, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

La préparation des états financiers exige la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des gestionnaires et des préparateurs notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers.

Les réalisations futures dépendent de nombreux facteurs : fluctuation des taux d'intérêt et de change, conjoncture économique, modification de la réglementation ou de la législation, etc... de sorte que les résultats définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir une incidence sur les comptes.

L'évaluation des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés fait appel à des modèles utilisant des données de marché observables pour la plupart des instruments négociés de gré à gré. La détermination de certains instruments comme les prêts qui ne sont pas traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation qui, dans certains cas, intègrent des paramètres jugés non observables.

Une information sur la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût est donnée en annexe.

IV - Règles et méthodes comptables

Conformément à la norme IFRS 1 Première adoption des normes internationales d'information financière et en application du règlement européen 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen l'Agence a établi ses états financiers en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 30 juin 2016 et tel qu'adopté par l'Union européenne et d'application obligatoire à cette date. Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Les états de synthèse sont établis selon le format proposé par l'Autorité des Normes Comptables dans sa recommandation n°2013-04 du 7 novembre 2013 relative au format des comptes des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Principes et méthodes comptables appliquées

Les principes et méthodes comptables appliquées pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés présentés sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2015.

Périmètre de consolidation

Le Groupe AFL est organisé comme suit :

- La société mère du Groupe est l'AFL ST
- La seule filiale au 30 juin 2016 est l'Agence

Au 30 juin 2016, le périmètre de consolidation est donc exclusivement constitué de la filiale l'Agence, sur laquelle l'AFL ST exerce un contrôle exclusif de par sa détention de 99,99% des droits de vote.

V - Notes sur le bilan

Note 1 - INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

Par type de couverture

(En milliers d'euros)	30/06/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés désignés comme couverture de juste valeur	22 579	38 819	2 204	11 743
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie				
Dérivés désignés comme couverture de portefeuilles	171	4 059	186	282
Total Instruments dérivés de couverture	22 750	42 877	2 390	12 025

Dérivés désignés comme couverture de juste valeur

(En milliers d'euros)	30/06/2016				31/12/2015			
	Notionnel		Juste valeur		Notionnel		Juste valeur	
	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative
OPÉRATIONS FERMES	1 330 904	571 181	22 579	38 819	802 404	397 427	2 204	11 743
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés gré à gré	1 330 904	571 181	22 579	38 819	802 404	397 427	2 204	11 743
Swaps de taux d'intérêts	1 283 600	571 181	22 579	36 586	755 100	397 427	2 204	10 401
FRA								
Swaps de devises	47 304			2 232	47 304			1 342
Autres contrats								
OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-

Dérivés désignés comme couverture de portefeuille

(En milliers d'euros)	30/06/2016				31/12/2015			
	Notionnel		Juste valeur		Notionnel		Juste valeur	
	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative
OPÉRATIONS FERMES	-	140 900	171	4 059	-	65 100	186	282
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats de taux d'intérêts								
Autres contrats								
Marchés gré à gré	-	140 900	171	4 059	-	65 100	186	282
Swaps de taux d'intérêts		140 900	171	4 059		65 100	186	282
FRA								
Swaps de devises								
Autres contrats								
OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-

PORTEFEUILLE

Note 2 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Titres à revenu fixe par nature

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Effets publics et titres assimilés	691 851	407 976
Obligations	37 917	51 061
Autres titres à revenu fixe		
VALEURS NETTES AU BILAN	729 768	459 037
Dont dépréciations	-	-
Dont gains et pertes latents	2 550	3 178

L'évaluation à la juste valeur retenue pour l'encours des titres disponibles à la vente détenus par l'AFL s'est faite au 30 juin 2016 sur la base d'un prix de transaction offert (Bid) tandis que le portefeuille avait été évalué lors de l'exercice précédent sur la base d'un cours moyen de transaction (Mid). Ces modalités d'estimation de la valeur du portefeuille sont en accord avec les règles de gestion des risques et le suivi de la performance des lignes du portefeuille appliqués par l'Agence. Au 30 juin 2016, l'écart entre le prix offert et le prix moyen minore la valorisation globale du portefeuille d'environ 0,7 million d'euros.

Titres à revenu fixe par contrepartie

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Administrations publiques	594 838	189 427
Etablissements de crédit et autres entreprises financières	134 930	269 610
Banques centrales		
VALEURS NETTES AU BILAN	729 768	459 037

Les expositions sur les Etablissements de crédit et les autres entreprises financières comptent 97 605k€ de titres garantis par des Etats de l'Espace Economique Européen.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

(En milliers d'euros)	Montant au 31/12/2015	Acquisit.	Rembst. ou cessions	Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	Variation des Intérêts coursus	Amort. Primes/Décotes	Pertes de valeurs enregistrées au compte de résultat	Total 30/06/2016
Effets publics et titres assimilés	407 976	697 772	(416 171)	2 242	1 535	(1 504)		691 851
Obligations	51 061	28 344	(41 207)	3	(253)	(31)		37 917
Autres titres à revenu fixe	-							-
TOTAL	459 037	726 116	(457 378)	2 245	1 282	(1 535)	-	729 768

Note 3 - CREANCES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Dépôts auprès des Banques centrales

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Réserves obligatoires	999	
Autres avoirs		
Caisses, banques centrales	999	

Prêts et creances sur établissements de crédit

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes et prêts		
- à vue	121 645	47 206
- à terme		
Titres reçus en pension livrée		
TOTAL	121 645	47 206
Dépréciations		
VALEURS NETTES AU BILAN	121 645	47 206

Note 4 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Crédits de trésorerie		
Autres crédits	590 206	383 527
Opérations avec la clientèle avant dépréciation	590 206	383 527
Dépréciation relatives au crédit à la clientèle		
VALEURS NETTES AU BILAN	590 206	383 527
<i>Dont dépréciations individuelles</i>		
<i>Dont dépréciation collective</i>		

Note 5 - ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

Les mouvements sur les comptes d'impôts différés sont les suivants :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Solde net d'impôt différé au 1er janvier	6 056	3 301
<i>Dont actifs d'impôts différés</i>	<i>7 290</i>	<i>3 301</i>
<i>Dont passifs d'impôts différés</i>	<i>1 234</i>	
Enregistré au compte de résultat	37	3 854
(Charge)/produit d'impôt différés au compte de résultat	37	3 854
Enregistré en capitaux propres	1 214	(1 100)
Actifs financiers disponibles à la vente	1 214	(1 100)
Couverture de flux de trésorerie		
Autres variations		
Solde net d'impôt différé au	7 307	6 056
<i>Dont actifs d'impôts différés</i>	<i>7 307</i>	<i>7 290</i>
<i>Dont passifs d'impôts différés</i>		<i>1 234</i>

Au 30 juin 2016, le Groupe a constaté des impôts différés actifs correspondant à des déficits fiscaux reportables. A la clôture du semestre, le Groupe estime probable la récupération de ces déficits. Les projections de résultat établies sur la base des prévisions les plus récentes indiquent que les activités de l'Agence devraient générer des résultats taxables suffisants pour absorber l'intégralité de ses déficits reportables dans un horizon à moyen terme.

Les actifs d'impôts différés proviennent des postes suivants :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Actifs financiers disponibles à la vente	114	
Couverture de flux de trésorerie		
Déficits fiscaux reportables	6 825	7 290
Autres différences temporaires	368	
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIFS	7 307	7 290

Les passifs d'impôts différés proviennent des postes suivants :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Actifs financiers disponibles à la vente		1 100
Couverture de flux de trésorerie		
Autres différences temporaires		134
TOTAL IMPOTS DIFFERES PASSIFS	-	1 234

Note 6 - AUTRES ACTIFS et COMPTES DE REGULARISATION

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Autres Actifs		
Dépôts de garantie versés	33 638	12 985
Autres débiteurs divers	476	663
Dépréciation des autres actifs		
TOTAL	34 114	13 647
Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance	375	67
Autres produits à recevoir	(0,2)	
Comptes d'encaissement		
Autres comptes de régularisation	67	72
TOTAL	442	139
TOTAL AUTRES ACTIFS et COMPTES DE REGULARISATION	34 556	13 786

Note 7 - DETAIL DES IMMOBILISATIONS

(En milliers d'euros)

Incorporelles	31/12/2015	Acquisit.	Transferts	Cessions	Dotations aux Amort.	Autres variations	30/06/2016
Immobilisations incorporelles							
Frais de développement	8 224	16	45			147	8 431
Autres immobilisations incorporelles	317	10	8			23	358
Immobilisations incorporelles en cours	202					(170)	32
Valeur brute des immobilisations incorporelles	8 743	26	53	-	-	-	8 821
Amortissement et Dépréciation des imm. incorporelles	(1 238)				(870)		(2 108)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	7 505	26	53	-	(870)	-	6 713

Corporelles	31/12/2015	Acquisit.	Transferts	Cessions	Dotations aux Amort.	Autres variations	30/06/2016
Immobilisations corporelles	735	7					742
Valeur brute des immobilisations corporelles	735	7	-	-	-	-	742
Amortissement et Dépréciation des imm. corporelles	(105)				(46)		(151)
Valeur nette des immobilisations corporelles	630	7	-	-	(46)	-	591

Note 8 - DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	1 366 818	840 536
Autres dettes représentées par un titre		
TOTAL	1 366 818	840 536

Note 9 - AUTRES PASSIFS et COMPTES DE REGULARISATION

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Autres Passifs		
Dépôts de garantie reçus	6 430	100
Autres créiteurs divers	976	1 553
Total	7 406	1 653
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement		
Autres charges à payer	521	720
Produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation		
Total	521	720
TOTAL AUTRES PASSIFS et COMPTES DE REGULARISATION	7 926	2 374

Note 10 - PROVISIONS

<i>(En milliers d'euros)</i>	Solde au 31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 30/06/2016
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour risques de contrepartie						
Provisions pour litiges						
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	19	-	-	-	-	19
Provisions pour autres charges de personnel à Long terme						
Provisions pour autres risques et charges						
TOTAL	19	-	-	-	-	19

ENGAGEMENTS

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Engagements donnés	23 570	136 933
Engagements de financement	23 570	121 922
<i>En faveur d'établissement de crédit</i>		
<i>En faveur de la clientèle</i>	23 570	121 922
Engagements de garantie	-	
<i>Engagements d'ordre d'établissements de crédit</i>		
<i>Engagements d'ordre de la clientèle</i>		
Engagements sur titres	-	15 011
<i>Titres à livrer à l'émission</i>		
<i>Autres titres à livrer</i>		15 011
Engagements reçus	-	-
Engagements de financement		
<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>		
Engagements de garantie		
<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>		
<i>Engagements reçus de la clientèle</i>		
Engagements sur titres		
<i>Titres à recevoir</i>		

VI - Notes sur le compte de résultat

Note 11 - PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Interêts et produits assimilés	8 168	1 177	5 406
Opérations avec les établissements de crédit	28		3
Opérations avec la clientèle	3 428	161	1 365
Obligations et autres titres à revenu fixe	(70)	202	373
<i>sur Titres disponibles à la vente</i>	(70)	(168)	(388)
<i>sur Titres détenus jusqu'à l'échéance</i>		370	762
Produits sur dérivés de taux	4 782	813	3 664
Autres intérêts			
Interêts et charges assimilées	(6 041)	(1 329)	(4 911)
Opérations avec les établissements de crédit	(20)	(28)	(41)
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	(2 150)	(831)	(2 574)
Charges sur dérivés de taux	(3 870)	(470)	(2 296)
Autres intérêts			
Marge d'intérêts	2 127	(152)	496

Note 12 - PRODUITS NET DES COMMISSIONS

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Produits de commissions sur :	-	-	-
Opérations avec les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Opérations sur titres			
Opérations sur instruments financiers à terme			
Opérations de change			
Engagements de financement et de garantie			
Autres commissions			
Charges de commissions sur :	(53)	(3)	(24)
Opérations avec les établissements de crédit	(1)	(0,04)	(0,04)
Opérations sur titres	(28)		(12)
Opérations sur instruments financiers à terme	(24)	(3)	(12)
Opérations de change			
Engagements de financement et de garantie			
Autres commissions			
Produits net des commissions	(53)	(3)	(24)

Note 13 - GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Résultat net des opérations sur portefeuille de transaction			
Résultat net de comptabilité de couverture	(293)	(500)	(94)
Résultat net des opérations de change	(1)		
TOTAL	(294)	(500)	(94)

Analyse du résultat net de la comptabilité de couverture

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Couvertures de juste valeur			
Changement de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert	(18 754)	14 492	3 585
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	18 715	(14 993)	(3 640)
Résultat de cessation de relation de couverture	(231)		(14)
Couvertures de flux de trésorerie			
Changement de juste valeur des dérivés de couverture - inefficacité			
Résultat de cession de relation de couverture			
Couvertures de portefeuilles couverts en taux			
Changement de juste valeur de l'élément couvert	3 525	3	17
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	(3 548)	(3)	(42)
Résultat net de comptabilité de couverture	(293)	(500)	(94)

Note 14 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Plus values de cession des titres à revenus fixes	3 281	11	36
Moins values de cession des titres à revenus fixes	(13)	(19)	(22)
Plus value de cession des titres à revenus variable			
Autres produits et charges sur titres disponibles à la vente			
Dotations / reprises sur dépréciations des titres à revenus variables			
Total des gains ou pertes net sur titres de placement	3 267	(8)	14

Note 15 - Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Frais de Personnel			
Rémunération du personnel	1 517	1 455	2 644
Charges de retraites et assimilées	164	151	286
Autres charges sociales	584	531	935
Total des Charges de Personnel	2 265	2 136	3 866
Frais administratifs			
Impôts et taxes	117	65	273
Services extérieurs	2 106	6 680	10 376
Total des Charges administratives	2 223	6 744	10 649
Refacturation et transferts de charges administratives	(53)	(2 963)	(4 439)
Total des Charges générales d'exploitation	4 435	5 918	10 077

Note 16 - Gains ou (pertes) sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Plus-values de cession réalisées sur titres d'investissement			
Plus-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Reprises des dépréciations			
Total des Gains sur actifs immobilisés	-	-	-
Moins-values de cession réalisées sur titres d'investissement			(670)
Moins-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations aux dépréciations			
Total des Pertes sur actifs immobilisés	-	-	(670)

VII - Notes sur l'exposition aux risques

Juste valeur des instruments financiers

La norme IFRS 13 requiert, aux fins de publication, que l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers soit classée selon une échelle de trois niveaux qui rendent compte du caractère observable ou non des données rentrant dans les méthodes d'évaluation.

Niveau 1 : Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques. Il s'agit notamment des obligations et titres de créances cotées;

Niveau 2 : Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif et le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

Juste valeur des instruments comptabilisés en juste valeur

(En milliers d'euros)	30/06/2016			
	Total	Basées sur des données de		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Instruments financiers dérivés	22 750	-	22 750	-
Effets publics et valeurs assimilées	691 851	691 851	-	-
Obligations et titres assimilés	37 917	37 917	-	-
Autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Total Actifs financiers disponibles à la vente	729 768	729 768	-	-
Total Actifs financiers	752 517	729 768	22 750	-
Instruments financiers dérivés	(42 877)	-	(42 877)	-
Total Passifs financiers	(42 877)	-	(42 877)	-

Juste valeur des instruments comptabilisés au coût amorti

(En milliers d'euros)	30/06/2016				
	Valeur comptable	Juste valeur	Basées sur des données de		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers					
Prêts et créances sur les établissements de crédit	121 645	121 645	-	-	121 645
Prêts et créances sur la clientèle	590 206	590 206	-	-	590 206
Total Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-			
Total Actifs financiers	711 850	711 850	-	-	711 850
Passifs financiers					
Dettes représentées par un titre	1 366 818	1 372 707	1 276 758	-	95 949
Total Passifs financiers	1 366 818	1 372 707	1 276 758	-	95 949

Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont des créances à vue pour lesquelles la juste valeur retenue a été leur valeur nominale.

B - Exposition au risques de crédit

Les tableaux suivants détaillent l'exposition maximale au risque de crédit au 30 juin 2016 pour les actifs financiers comportant un risque de crédit, sans prise en compte des contre-garanties reçues ou de l'atténuation du risque de crédit.

	Encours sains	Actifs en souffrance mais non dépréciés	Dépréciations	Total 30/06/2016
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Caisses, banques centrales	999			999
Instruments dérivés de couverture	22 750			22 750
Actifs financiers disponibles à la vente	729 768			729 768
Prêts et créances sur les établissements de crédit	121 645			121 645
Prêts et créances sur la clientèle	590 206			590 206
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 541			3 541
Autres actifs	34 114			34 114
Sous-total Actifs	1 503 022	-	-	1 503 022
Engagements de financements donnés	23 570			23 570
TOTAL des expositions soumises au risques de crédit	1 526 592	-	-	1 526 592

Analyse de l'exposition par catégorie de contrepartie

	Total 30/06/2016
<i>(En milliers d'euros)</i>	
Banques centrales	999
États et Administrations publiques	1 209 090
Etablissements de crédit garantis par des États de l'E.E.E.	97 605
Etablissements de crédit	157 654
Autres entreprises financières	61 178
Entreprises non-financières	66
Exposition totale par catégorie de contrepartie	1 526 592

La politique d'investissement très prudente de l'Agence France Locale privilégie les titres des états et des administrations centrales ou garantis par ces contreparties.

Les expositions sur les établissements de crédit résultent principalement de la gestion de la trésorerie et des opérations de couverture en taux des crédits et titres à taux fixe.

Analyse de l'exposition par zone géographique

	Total 30/06/2016
<i>(En milliers d'euros)</i>	
France	1 225 079
Canada	99 598
Supranationaux	50 437
Suisse	48 569
Pays-Bas	40 596
Danemark	28 995
Finlande	14 785
Allemagne	10 231
Norvège	5 307
Suède	2 501
Belgique	495
Exposition totale par zone géographique	1 526 592

Les crédits étant exclusivement octroyés à des collectivités locales françaises, la France représente l'exposition pays la plus importante. Les expositions sur les autres pays (EEE et Amérique du nord) résultent de la gestion de la trésorerie de l'Agence et de son investissement en titres souverains ou équivalents.

C - Risque de liquidité : ventilation des actifs et passifs selon leur échéance contractuelle

	≤3 mois	>3 mois ≤ 1an	>1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances/D ettes rattachées	Eléments de réévaluation	Total 30/06/2016
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Caisses, banques centrales	999				999			999
Instruments dérivés de couverture		1	27	21 746	21 774	976		22 750
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>								
Effets publics et valeurs assimilées	122 587	53 024	356 492	154 701	686 803	2 551	2 496	691 851
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	9 009	28 343	505	37 857	6	53	37 917
Total Actifs financiers disponibles à la vente	122 587	62 034	384 835	155 206	724 661	2 557	2 550	729 768
Prêts et créances sur les établissements de crédit	121 645				121 645			121 645
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>								
Prêts et créances sur la clientèle	9 268	27 096	147 827	395 133	579 324	733	10 149	590 206
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					-		3 541	3 541
Comptes de régularisation et actifs divers	34 556				34 556			34 556
TOTAL ACTIFS								1 503 464
Instruments dérivés de couverture	-	-	14 347	26 791	41 137	1 740		42 877
Dettes représentées par un titre		95 019		1 243 699	1 338 718	960	27 140	1 366 818
Comptes de régularisation et passifs divers	7 926				7 926			7 926
TOTAL PASSIFS								1 417 622

L'Agence France Locale présente un excédent de ressources à long terme qui traduit ses objectifs de transformation limitée. L'écart de durée de vie moyenne entre actifs et passifs est négatif, les passifs sont actuellement plus long que les actifs. Cette situation est liée au démarrage de l'activité et évolue vers une situation équilibrée et devrait voir à terme des passifs avec une durée de vie moyenne légèrement plus courte que les actifs qui sont composés au 30 juin 2016 de titres à court terme qui vont se transformer en prêts moyens long terme.

D - Risque de taux : sensibilité aux variations de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux du Groupe se rapporte à celle de la filiale opérationnelle, L'Agence France Locale. La politique de gestion du risque de taux ainsi que ses implications sur le premier semestre 2016 sont décrites dans le rapport financier de l'AFL au 30 juin 2016.



KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Cailliau Dedouit et Associés

19, rue Clément Marot
75008 Paris
France

Agence France Locale - Société Territoriale

**Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés intermédiaires résumés**

Période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016
Agence France Locale - Société Territoriale
41, quai d'Orsay - 75007 Paris
Ce rapport contient 22 pages

Référence : FO-164-01



KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Cailliau Dedouit et Associés

19, rue Clément Marot
75008 Paris
France

Agence France Locale - Société Territoriale

Siège social : 41, quai d'Orsay - 75007 Paris
Capital social : € 115 240 900

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés

Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de l'Agence France Locale – Société Territoriale et en réponse à votre demande dans le cadre de la communication d'informations financières historiques liée à l'établissement du Prospectus d'émission, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires résumés de l'Agence France Locale – Société Territoriale, établis selon le référentiel IFRS, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes consolidés intermédiaires résumés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé ou cité à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou parviendrait.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris La Défense, le 3 octobre 2016

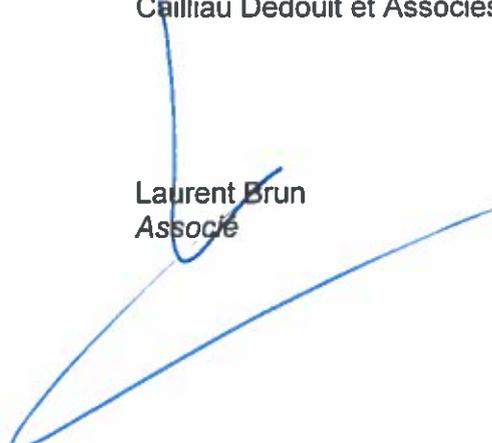
KPMG Audit FS I



Fabrice Odent
Associé

Paris, le 3 octobre 2016

Cailliau Dedouit et Associés



Laurent Brun
Associé